

CHALLENGE 2015

Evaluer les Objectifs
du Millénaire pour le
Développement avec les
**personnes en situation
de pauvreté**



Jun 2013

Agir pour un développement durable qui n'oublie personne

Le 22 janvier 2013, à Bruxelles, au cours du séminaire «Agir pour un développement durable qui n'oublie personne», un dialogue s'est établi entre des délégations de personnes vivant dans la pauvreté, des responsables d'institutions et de la société civile. Plusieurs délégations venaient de Belgique : des universités populaires Quart Monde, francophone et néerlandophone, du Centrum Kauwenberg, de Luttes, Solidarités, Travail et du Pivot. Ces associations font partie du *Collectif des associations partenaires du Rapport Général sur la Pauvreté*. Des résidents du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile de la Croix Rouge à Natoye, près de Namur, étaient également présents.



SEMINAR

***Towards a sustainable development
that leaves no one behind***

SÉMINAIRE

***Agir pour un développement durable
qui n'oublie personne***

22/01/2013
9h30 – 16h30

Rooms JDE 52 – JDE 51 – JDE 53

Au Comité des Régions
Bâtiment Jacques Delors
rue Belliard 99, 1040 Bruxelles

With the support of:

Hosted by:



Beyond2015



UNION EUROPÉENNE



Comité des Régions

Des délégations de six autres pays étaient venues d'Espagne, de France, de Pologne, et aussi d'Haïti, de l'île Maurice et des Philippines.

Les responsables d'institutions et de la société civile étaient des fonctionnaires européens (par exemple, de la Direction générale DEVCO*), des membres du Parlement européen et du Comité économique et social européen, des représentants d'autorités locales ou nationales, des universitaires et des responsables de la société civile (y compris de Chine avec Huang Haoming, Secrétaire général, CANGO**).

Ce séminaire était organisé par ATD Quart Monde avec le soutien du Comité des Régions, de Beyond 2015, du CCFD-Terre solidaire, de CONCORD et de la Fondation pour le Progrès de l'Homme.

* DG DEVCO : Direction générale Coopération et Développement de la Commission européenne

** CANGO : China Association for NGO Cooperation

Prendre les 20% les plus pauvres de la population comme référence

Editorial

Les personnes vivant dans la pauvreté disent souvent qu'elles ne sont pas embauchées parce qu'elles viennent d'un quartier qui a mauvaise réputation ou bien que leurs enfants sont exclus de l'école.

Dès lors, une question essentielle est de s'assurer que les personnes, les familles les plus défavorisées bénéficient des politiques et ont accès à leurs droits et à des services de qualité.

Pour les participants du séminaire de Bruxelles, c'est une question clé, qui a suscité plusieurs interventions au niveau européen comme au niveau des pays en développement.

« Il est important de regarder quel est l'impact des politiques sur les plus pauvres. Par exemple, pour la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020, dans son volet lutte contre la pauvreté, un objectif global a été fixé, puis il

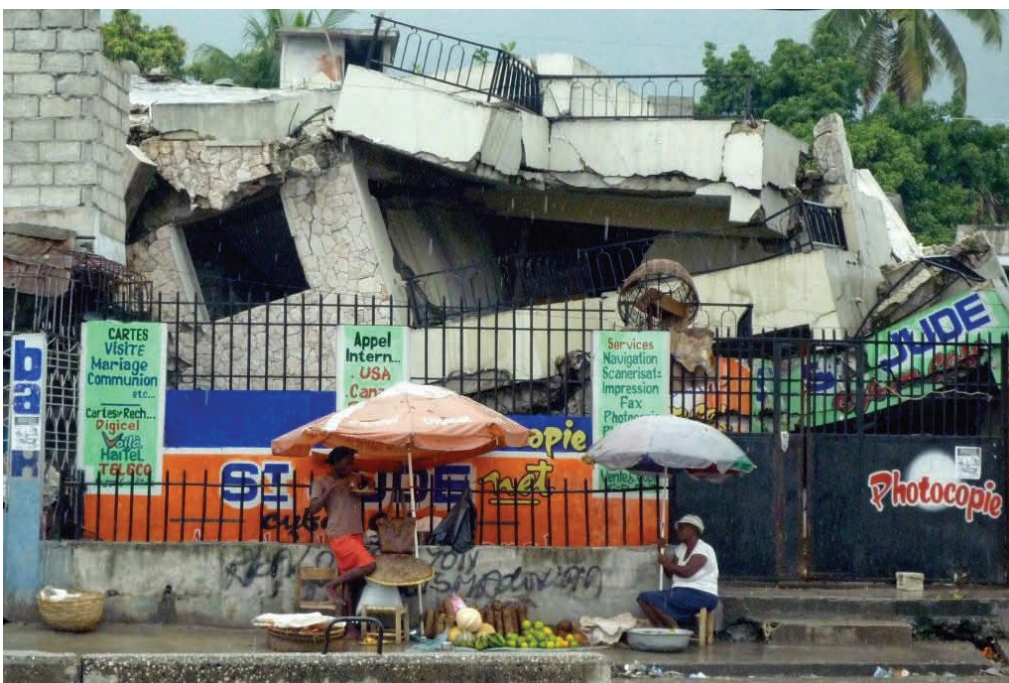
a été décliné avec un objectif chiffré par pays. Dans un rapport récent, on voit clairement que certains Etats essayent d'atteindre leurs objectifs en faisant sortir du chômage ceux qui y sont depuis le moins longtemps, parce que c'est moins difficile d'obtenir leur remise au travail, et cela au risque, d'oublier les chômeurs de longue durée, voire ceux qui n'ont même plus droit aux allocations de chômage. » a expliqué Philippe Maystadt, alors président du Conseil fédéral belge du développement durable.

De son côté, Ingo Ritz, d'Action Mondiale Contre la Pauvreté, a témoigné : « J'ai travaillé pendant vingt ans au Bangladesh et en fait, les ONG ont constaté qu'environ 20% de la population ne participait pas aux programmes de développement, ni n'en bénéficiait, comme les programmes de micro-finance, qui ont toujours été mis en avant.

Au cours des dix dernières années, nous avons déployé des efforts considérables pour parler à ces personnes et comprendre leur situation. Et les situations étaient très variées, depuis les femmes adultes, des personnes handicapées, jusqu'à des populations autochtones ou encore aux Dalits, donc toute une variété de personnes.

Il a été dit que les OMD s'adressaient en priorité à ceux qui sont le plus facile à atteindre, donc je pense qu'il faudrait se concentrer sur la question suivante : Qui sont réellement les plus pauvres et comment les inclure pour qu'ils participent à leur propre développement, et surtout comment les atteindre ?

Si nous ne gardons pas cette idée maîtresse à l'esprit, nous courons un grand danger de voir les pauvres réellement mis de côté. Nous devons vraiment garantir que ces 20% des plus pauvres participeront aux débats et il faut que cette participation se fasse de manière très explicite. »



© photo ATD; F. Philiponeau

C'est pourquoi une des propositions importantes du séminaire est la suivante :

Quelle que soit la campagne ou l'action menée, les 20% les plus pauvres de la population devraient être considérés comme une référence pour évaluer l'efficacité des actions.

* * *

Lire aussi : dans un discours récent "[Un monde sans pauvreté est à notre portée](#)", le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a reconnu « qu'au cours des prochaines années, à mesure que nous avançons vers cet objectif [accélérer la fin de l'extrême pauvreté], la tâche sera de plus en plus ardue, car les personnes encore pauvres seront les plus difficiles à atteindre. (...) »

La lutte contre la pauvreté est une question de démocratie

Le développement durable est véritablement lié au problème de la destruction d'êtres humains et au droit à l'existence comme être humain.

A Manille, les gens utilisent l'expression : « On est démolis, on a été démolis. » Ils ne disent pas que ce sont leurs maisons ou leurs abris qui ont été démolis, mais bien « Nous avons été démolis. » et ils utilisent très souvent cette expression. Et cet état de fait se reproduit et se répète même tous les jours pour certains. Il est difficile d'imaginer le coût supplémentaire que cela induit pour les familles pauvres et à quel point cette situation les empêche de sortir de la pauvreté. Cela renforce leur situation de pauvreté au lieu de les aider. En Haïti, un enfant se lève à 3 heures du matin pour aller travailler dans un restaurant et, pour cette raison, est incapable de suivre une scolarité. C'est une véritable destruction de l'enfant.

« En Espagne, qu'est-ce qui fera qu'au lieu de détruire, on soutiendra les solutions et les alternatives que nous avons mises en place ? » demandait une militante.



De gauche à droite: Thierry Viard, ATD Quart Monde; Isabelle Perrin, Déléguée Générale ATD Quart Monde; Roberto Bissio, Coordinateur, Social Watch; Mercédès Bresso, Vice-Présidente du Comité des régions; Philippe Maystadt, président du Conseil fédéral belge du développement durable

© photo ATD; Peter Zangel

Au Parlement wallon

En Belgique, le Parlement wallon a accueilli des associations* et surtout des personnes qui vivent la grande précarité au quotidien. Patrick Dupriez, son président, retient deux aspects de cette initiative : « Tout d'abord, il est important que ces personnes puissent prendre la parole elles-mêmes et qu'elles puissent être entendues par des parlementaires de différentes familles politiques et que ces parlementaires dans une certaine mesure puissent prendre conscience du fait que les familles les plus pauvres ont des ressources, ont de la créativité, se battent au quotidien pour survivre. Le second aspect, c'est que les enjeux dépassent largement les thématiques traditionnellement sociales parce que sinon on en reste systématiquement à des logiques palliatives, d'où l'importance d'interpeller les ministres, les parlementaires qui s'occupent d'énergie, de logement, mais aussi de développement économique et d'environnement de façon générale. »

(* ATD Quart Monde ; Luttes, Solidarités, Travail ; Le Pivot)

Responsabilités de l'Europe

Mercédès Bresso, Vice-Présidente du Comité des régions, a souligné les points suivants :

« Il ne s'agit pas uniquement de lutter contre la pauvreté, il faut combiner cette bataille contre la pauvreté avec une politique de développement durable qui crée des conditions différentes de vie pour tout le monde à l'intérieur desquelles on peut modifier la condition des plus démunis.

Au niveau de l'Union européenne, nous sommes à grosso modo à 17 % de notre population qui ne dispose pas de ressources suffisantes à ses besoins élémentaires. Un enfant sur cinq vit dans la pauvreté en Europe. A cause des politiques de restriction budgétaire, les villes, les provinces, les régions n'ont plus les ressources suffisantes pour toutes les politiques sociales.

Nous rappelons à l'Union européenne que, si elle veut répondre à ses ambitions, il faut se mettre ensemble et rendre concrets les objectifs adoptés. Il faut aussi travailler ensemble pour que le niveau de restriction budgétaire que nous connaissons tous ne se traduise pas par plus de difficultés pour les gens en difficulté dans nos pays et pour nos politiques d'aide au développement durable sur lesquelles nous sommes engagés à l'extérieur de l'Europe. »

Revendiquer l'ensemble des droits de l'homme

Roberto Bissio, coordinateur de Social Watch :

« Nous n'avons pas à choisir un droit par rapport à un autre. Nous devons les exiger tous. Et cela inclut, bien sûr, fondamentalement, les droits des personnes vivant dans la pauvreté en raison d'un déni de tous leurs autres droits. Et je pense que c'est une base pour vraiment comprendre la justice de nos tribunaux et de canaliser l'indignation, le droit de s'indigner que nous allons introduire dans les processus constructifs. »

Les plus pauvres disent aussi quel est « le monde que nous voulons »

Les délégations, fortes d'un travail de préparation de plusieurs années, ont mis l'accent sur des propositions.

Il faut mettre fin à la dégradation des droits sociaux et aux conditions mises aux droits.

« Nous voulons être traités comme des êtres humains, de façon digne » disent des sans papiers et des demandeurs d'asile. « Les Communautés ne cessent de soumettre les sans-papiers ou demandeurs d'asile, ces êtres humains à des conditions inhumaines et inacceptables dans le traitement de leurs demandes d'asile, de régularisation et surtout des conditions de leur détention et de rapatriement ». En écho, des belges disent : « Nos droits à la famille s'envolent quand on nous met tellement de conditions, que finalement on n'a plus droit à rien ! On n'a plus droit au logement décent, on n'a plus de droit à la famille... On n'a plus droit à un revenu décent, on n'a plus droit à la famille... Tout se tient ! Et en finale, c'est notre droit à la dignité qui n'existe plus ! » Tant à l'Île Maurice qu'en Pologne, les délégations dénoncent les contrats de travail illégaux ou avec des droits dégradés, les conditions mises aux droits de vivre en famille, au logement,...

La participation des plus pauvres à des concertations avec d'autres est essentielle.

En Belgique, depuis une quinzaine d'années, le Service inter-fédéral de lutte contre la pauvreté organise un dialogue structurel, dans la durée, avec les nombreux acteurs, publics et privés, impliqués dans la lutte contre la pauvreté, en veillant à ce que les personnes les plus pauvres et les associations dans lesquelles elles se reconnaissent puissent y participer. Ce dialogue conduit à élaborer des propositions présentées aux différents niveaux de pouvoir politique.* A l'Île Maurice des propositions issues de concertations sur l'éducation et le logement ont été remises au Président de la République. La délégation des Philippines a aussi mis en lumière la nécessité d'un dialogue avec les autorités (barangay) suite à la démolition d'un bidonville, ainsi que celle d'Haïti qui réclame une vraie concertation avec la population pour les projets de développement.

*Voir <http://www.luttepauvrete.be/apportbisannuel6.htm>



Délégation de l'Université Populaire Quart Monde belge
Photo © ATD; Peter Zangl

Nous proposons d'autres solutions, pour l'habitat durable, l'école.

La délégation de France a présenté les résultats d'une concertation de plusieurs années afin que l'école devienne une école où tous les enfants puissent réussir. L'aspect novateur a été de construire ensemble – familles très pauvres, partenaires, décideurs politiques –, jusqu'aux propositions politiques.** En Belgique, des familles très pauvres ont participé, dans un dialogue avec des associations environnementalistes à l'élaboration d'un plaidoyer commun qui met l'accent sur le logement public et social, les possibilités de lutter contre la pauvreté par le logement, l'impact des matériaux de construction, l'importance des normes de produits, l'accès à l'énergie et aux économies d'énergie, ainsi qu'à l'eau. Sans oublier l'enjeu de la fiscalité immobilière et de la formation aux techniques de construction durable... En Espagne, face aux problèmes de logement, des personnes luttent pour que les plus faibles ne soient pas mis à l'écart, pour rassembler les solidarités dans les quartiers, afin d'aider les gens et défendre les droits ensemble et que « la maison devienne le bien de tous et pas l'affaire de quelques uns ».

Comme l'explique la délégation belge des Universités Populaires Quart Monde, c'est pour que la vie soit différente que des familles très pauvres ont pris l'initiative ou se sont engagées dans des initiatives citoyennes.

** Voir <http://www.atd-quartmonde.fr/La-mise-en-oeuvre-de-la-plateforme.html>

*** Voir <http://www.associations21.org/Plaidoyer-pour-un-habitat-durable>

Pour en savoir plus, voir <http://www.atd-quartmonde.org>

Contactez-nous mdgproject@atd-fourthworld.org